

Actualité

DIGEST

Objectif du Roi : édification d'une démocratie islamique moderne

Le PPS riposte

Paroles historiques sur un tournant crucial

Hausse des droits d'importation

LIBYE/France : DOUSTE-BLAZY A L'HONNEUR

ARABIE SAOUDITE : LES PROVOCATIONS D'AL-JAZIRAH

ALGÉRIE : LES FRANCAIS PARLENT DE SUCCESSION

IRAN : TOUT EST DÉJÀ EN PLACE

IRAK-ARABIE SAOUDITE : LA CARTE DE MOUKTADA AL-SADR

Les notes de la Gazette

Mohamed Rabie Khlie : Le train des réformes s'accélère 10/10

L'Aïd dans la capitale : Un service public irréprochable 10/10

Carnets politiques

Presse, justice et transition

Le betisier de la semaine

Abdelbari Zemzami : Le «cléricaturiste» et le bâton du pèlerin ?

Politis

À vous la parole Mohamed TOZY

REBONDS

Le nœud gordien de l'enseignement

Actualité

La SNRT reçoit son acte de naissance officiel

Nécessité de restructurer la profession d'avocat

NATION

La «leçon» du MUR au Chelkh Yassine

L'INDH, défi majeur du Maroc moderne

Jason Ben Meir

16 Janvier 2006

Initiative nationale pour le développement humain

La mise en œuvre avec succès de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain peut générer des bénéfices socio-économiques et politiques importants pour le peuple marocain et s'avérer aussi un exemple pour le Moyen-Orient, l'Afrique et d'autres régions encore.

L'Initiative est une «mobilisation» pérenne pour le développement, lancée au mois de mai 2005 par Sa Majesté le Roi Mohammed VI. Elle fait partie d'un programme plus large de réformes sociales qui ont pris place depuis l'accession au Trône du Roi en 1999. L'Initiative était en partie fondée sur la reconnaissance que les conditions de la pauvreté aident la violence extrémiste à exister. L'Initiative reconnaît aussi que le libre-échange (avec l'Europe et les Etats-Unis) peut menacer les sources de revenus traditionnelles et être ainsi un défi sérieux pour les familles s'il n'y a pas création de nouvelles opportunités. Ce problème a été constaté de visu particulièrement dans les parties rurales du Mexique, dans le cadre de l'accord de l'Alena). Cet accord a eu des impacts socio-économiques graves : fort déclin de l'emploi, chute des prix des produits agricoles, diminution du prix de la terre, migration vers les zones urbaines, augmentation de l'inégalité des revenus et augmentation du déficit agricole...

L'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH) ciblera initialement 5 millions de personnes (la majorité d'entre elles étant en zones rurales) avec un budget de 1,1 milliard de dollars jusqu'à 2010 (20% de cette somme viennent de contributions étrangères). Elle est dédiée à la construction de l'infrastructure du Maroc en eau potable, en électricité, en réseaux routiers ainsi qu'à la création d'emplois et d'activités génératrices de revenus, et aux services sociaux pour les personnes qui en ont le plus besoin (jeunesse à risque, femmes, personnes sans domicile et personnes âgées). L'Initiative en est à sa première phase et un bon nombre de projets ont déjà vu la pose de la première pierre. Certains pays comme la Belgique, la France, l'Allemagne, le Koweït, les Emirats Arabes Unis, les Etats-Unis d'Amérique ainsi que certaines organisations internationales, se sont engagés à apporter un support financier à cette Initiative. La communauté internationale a d'ailleurs beaucoup à gagner en supportant ce projet national au Maroc. En



Un des objectifs de l'INDH est d'éradiquer la paupérisation des populations rurales.

Sondage

Le Maroc €

Sur la

Peu de

Le pay
régression

R

Rabat-Salé et Rhône-Alpes
ont le vent en poupe

Débat

L'INDH, défi majeur du Maroc moderne

Vie diplomatique

«L'Irak condamne le kidnapping des deux citoyens marocains»

MOYEN-ORIENT

PALESTINE : le rendez-vous fatal

Articles du numéro précédent



Numéro précédent
Numéro actuel

Lettre d'information

Inscrivez-moi 

Votre e-mail

effet, une Initiative qui connaît un franc succès peut servir de modèle aux autres nations de la région qui pourraient ainsi entamer leurs propres campagnes de développement, ce qui pourrait générer des bénéfices nationaux et internationaux fort intéressants. Cependant, le succès de l'Initiative dépend de la manière dont celle-ci est appliquée et du degré auquel le peuple marocain aura un sentiment de propriété des projets de développement qui seront mis en place.

Afin d'atteindre les objectifs établis, l'INDH devra catalyser le dialogue local entre les communautés, le gouvernement et les ONG dans différentes zones du Maroc afin que tous ces acteurs puissent établir des plans d'action basés sur leurs priorités et construire des partenariats nécessaires à la mise en œuvre et la gestion des projets. Une Initiative couronnée de succès dépend de ces efforts parce que c'est pendant ce genre de processus que les communautés développeront un engagement à l'entretien des projets qui répondent à leurs besoins importants et leurs intérêts. Les villages ruraux du Maroc considèrent invariablement l'eau potable, l'irrigation, la construction d'écoles, les coopératives féminines et la plantation d'arbres fruitiers et forestiers comme des choses faisant partie de leurs priorités de développement principales. Plus qu'aucun autre projet, l'eau potable diminue le taux de mortalité infantile et les maladies au sein de la population. L'irrigation moderne exploite au maximum les ressources en eau et crée une possibilité pour la construction d'écoles, de coopératives féminines et d'autres centres de service en augmentant le nombre de terres ayant accès à l'eau. Les arbres fruitiers permettent de diversifier les revenus des ménages et, ce faisant, peuvent aussi aider à la prévention de la paupérisation rurale causée par le libre-échange.

La formation en facilitation des réunions communautaires sur toutes les étapes des projet donnera à l'Initiative la portée dont elle a besoin pour engager les gens dans le processus de développement, de village en village, et de quartier en quartier. Le dialogue dans chaque communauté, dans les zones ciblées, devrait être mené par des hommes et des femmes formés pour faciliter des activités interactives qui permettent d'obtenir des informations et des idées de la part des participants. De cette manière, les parties prenantes augmentent leurs capacités à prendre des décisions en connaissance de cause grâce à la connaissance gagnée par le partage de l'information. Les facilitateurs sont particulièrement importants lors des premiers stades du processus. Ils aident à organiser des réunions, à gérer des conflits et à développer une sorte de consensus. Les instituteurs, les techniciens gouvernementaux (dans la santé et l'agriculture), les politiciens, le personnel non gouvernemental, les membres de la communauté et d'autres encore peuvent être des facilitateurs efficaces. Un exemple d'endroits où cela a été le cas, au Maroc, et qui pourrait être un modèle bien utile est à puiser dans la gestion de certains parcs nationaux où il y a des facilitateurs parmi le personnel. Ces personnes aident les membres des villages ruraux voisins de zones naturelles protégées en créant des plans stratégiques pour le développement de leurs communautés. Les projets qui sont préparés incluent des accords entre les villages et les gestionnaires des parcs et, le plus souvent, prennent la forme de nouvelles activités génératrices de revenus désirées par la population locale (comme la plantation d'arbres) en échange du respect de la part des villageois des mesures de protection de la nature (ne pas faire paître les animaux dans certaines zones du parc, par exemple). Le nouveau revenu diminue la dépendance de la communauté en ressources naturelles des zones protégées et, à son tour, fait la promotion de la conservation. De cette manière, le développement économique en lui-même peut faire avancer les buts de protection de l'environnement. Le

facilitateur joue un rôle critique en aidant à rapprocher les parties et en négociant des scénarii où tout le monde est gagnant. Ce genre de développement est la démocratie fédéraliste en action. Le fait que des populations locales prennent des décisions fondamentales et se mobilisent pour le développement de leurs communautés est la marque du fédéralisme. Une participation large (extrêmement difficile à atteindre sans une facilitation effective) est la qualité de base d'une démocratie vibrante. Il a été démontré que les partenariats publics-privés qui sont formés sensibilisent les officiels du gouvernement aux besoins et intérêts des populations locales. Les partenariats encouragent aussi une meilleure prise de responsabilité et une plus grande transparence; ce qui aide à prévenir la corruption. Si l'INDH utilisait la formation en facilitation comme l'un des véhicules principaux au travers duquel les communautés sont amenées vers le processus de développement, les conséquences socio-économiques et politiques de cette approche «du bas vers le haut» seraient profondes, et le Maroc serait un exemple unique dans le monde concernant la mise en application d'une telle approche à l'échelle nationale. Les relations internationales du Maroc s'en ressentiraient aussi concernant l'auto-suffisance nationale qui serait induite. Les instituteurs ruraux sont un groupe évident avec lequel il est possible de commencer parce qu'ils sont dispersés dans le pays. Ce sont de manière générale des diplômés universitaires récents qui ont été élevés dans les villes et qui veulent faire une différence positive dans les communautés où ils vivent et travaillent. La Commission de stratégie nationale, en tant que coordinatrice des nombreux acteurs impliqués dans la mise en œuvre des programmes de l'Initiative, devrait créer une branche de formation et appliquer et former d'autres en méthodes de participation et les transférer aux acteurs.

La formation en facilitation est la plus efficace quand elle est faite dans des situations réelles où les personnes formées peuvent travailler de manière rapprochée avec les communautés. Les communautés qui participent à la formation bénéficient aussi grandement de l'expérience ; ce qui n'est pas le cas quand les formations sont faites ex-situ. Les stagiaires devraient appliquer des activités comme la cartographie communautaire et le rangement par paires. La cartographie communautaire permet aux participants d'avoir une carte de leur communauté qui montre où les ressources, les activités et les opportunités sont placées. Cela aide à créer une compréhension commune des frontières et des caractéristiques de la communauté tout en étant la preuve d'être une activité initiale effective pour que les membres commencent à discuter des changements qu'ils voudraient voir dans leurs vies.

L'évaluation de besoins par paires est une technique qui aide les participants à identifier les capacités de développement principales en se basant sur leurs préférences, et les aide à atteindre un consensus. Le développement de nouvelles activités de planning communautaire au Maroc devrait être encouragé.

L'Initiative est déjà dédiée à construire des centres locaux pour les groupes vulnérables. Ces centres les aideront à atteindre l'auto-suffisance en augmentant leurs capacités. Dans ce cadre, des centres de planification du développement communautaire et de formation devraient être construits dans les zones cibles. Ces centres sont gérés par les membres des communautés et aident les populations locales à créer et mettre en œuvre des projets. Ils permettent aussi le transfert des connaissances en agriculture moderne, santé, artisanat, gestion, et autres domaines identifiés par les populations locales. Les centres forment une ressource locale qui peut jouer un rôle significatif en permettant à l'Initiative de devenir un succès en tant que projet à long terme et en aidant à atteindre les buts ambitieux de développement

durable.

Il faut reconnaître au Maroc son Initiative audacieuse. L'engagement du Roi et du gouvernement pour le succès d'une telle Initiative est très sérieux et fort.

Des questions, cependant, demeurent : est-ce qu'ils feront tout ce qui est en leur pouvoir pour mobiliser les communautés locales à travers le Royaume, et ipso facto, transformeront la société par le bas ? Les intérêts sont élevés pour le pays. La communauté internationale devrait faire tout ce qu'elle peut pour soutenir les efforts du Maroc à confronter la réalité et être un exemple à suivre pour la région et pour le monde.

(*) Jason Ben Meir est président de la "Fondation du Haut Atlas", une ONG composée d'anciens volontaires du Corps de la Paix ayant servi au Maroc et faisant la promotion du développement communautaire.

 **IMPRIMER CET ARTICLE**

 **TRANSMETTRE CET ARTICLE**

Tour des Habous 13ème
Avenue des F.A.R - Casablanca
Maroc

Tél.: + (212) 22 54 81 50 à 52
Fax : + (212) 22 31 80 94
E-mail : info@lagazettedumaroc.com

© 2002-2004 Tou